



**Pays Fléchois**  
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES

# *RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES*

*Support D'ACCOMPAGNEMENT  
Au Débat d'Orientation Budgétaire 2017*

*Commission des Finances du 16 Février 2017*

*Conseil Communautaire du 02 Mars 2017*

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

072-247200348-20170302-DAG170302D001-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 13/03/2017

## **Préambule**

*Si l'action des collectivités locales est principalement conditionnée par le vote de leur budget annuel, leur cycle budgétaire est rythmé par la prise de nombreuses décisions. Le débat d'orientation budgétaire (DOB) constitue la première étape de ce cycle.*

*L'article L.2312.1 du code général des collectivités territoriales (CGCT) ainsi que l'article 107 de la loi NOTRE prévoit que, dans les communes de plus de 3 500 habitants, un débat sur les orientations budgétaires ait lieu au conseil dans un délai de deux mois précédant le vote du budget primitif.*

*Une délibération sur le budget non précédée de ce débat serait entachée d'illégalité et pourrait entraîner l'annulation du budget.*

*Rappelons que la discussion sur les orientations budgétaires n'a aucun caractère décisionnel. Sa tenue doit néanmoins faire l'objet d'une délibération afin que le représentant de l'Etat puisse s'assurer du respect de la loi.*

*Ce débat permet à l'assemblée délibérante d'être informée sur l'évolution de la situation financière, de discuter des orientations, budgétaires, fiscales... qui permettront de construire le budget primitif.*

*C'est un moment important permettant aux élus de s'exprimer sur la stratégie que la collectivité peut mettre en œuvre dans le cadre d'une vision pluriannuelle.*

*Mais, par-delà ces aspects techniques, cette discussion doit être l'occasion de présenter les orientations politiques intercommunales et leur impact en terme d'aménagement du territoire tout en définissant une stratégie financière devant garantir les grands équilibres financiers.*

## ***I. Introduction***

### **A. Le cadre général des finances publiques**

Le Projet de Loi de Finances (PLF) pour 2015, prévoyait 50 milliards d'économies sur 3 exercices (2015 à 2017).

L'effort demandé au bloc communal est réduit de moitié pour l'exercice 2017.

Les intercommunalités seront mises à contribution via la DGF et les dotations d'ajustement, dont les compensations.

En revanche, le Fonds de Péréquation des ressources Intercommunales et Communes (FPIC) n'augmentera pas en 2017.

La réforme de la DGF initialement prévue pour 2017 est reportée.

Des opportunités de financements de l'investissement pourront être saisies par la communauté de communes (contrat de ruralité, SFIL, CPER, DETR, FEDER).

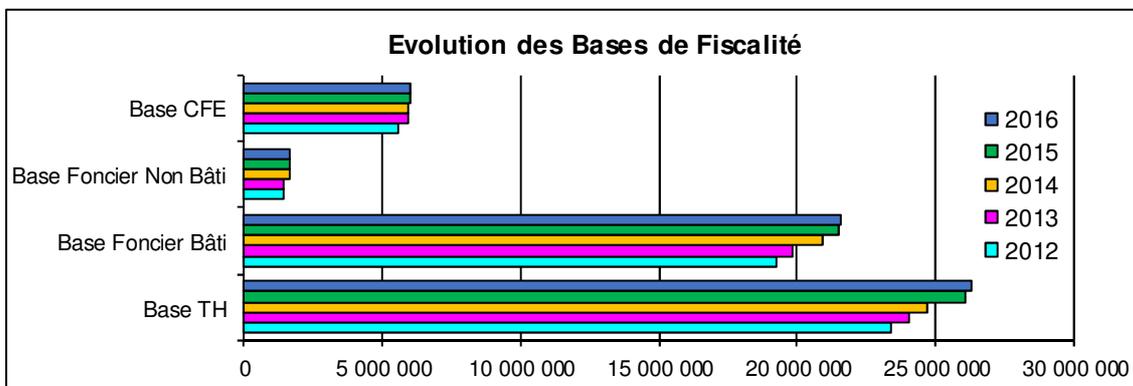
Compte tenu de ces éléments, les budgets locaux devront être ambitieux tout en devant à nouveau être élaborés dans un environnement financier contraint.

## II. Rétrospective

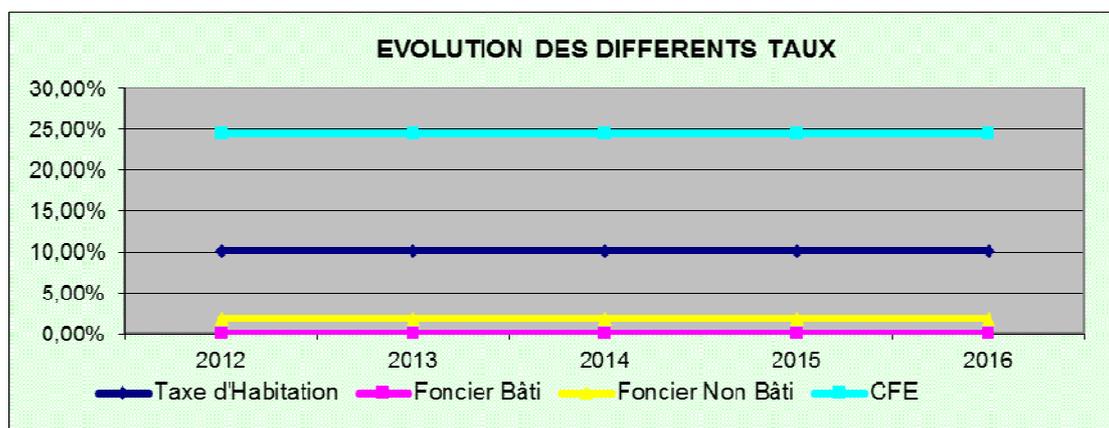
### A. Fiscalité et Dotations

#### 1) La Fiscalité Ménages et Professionnels

##### a) Avec vote de taux

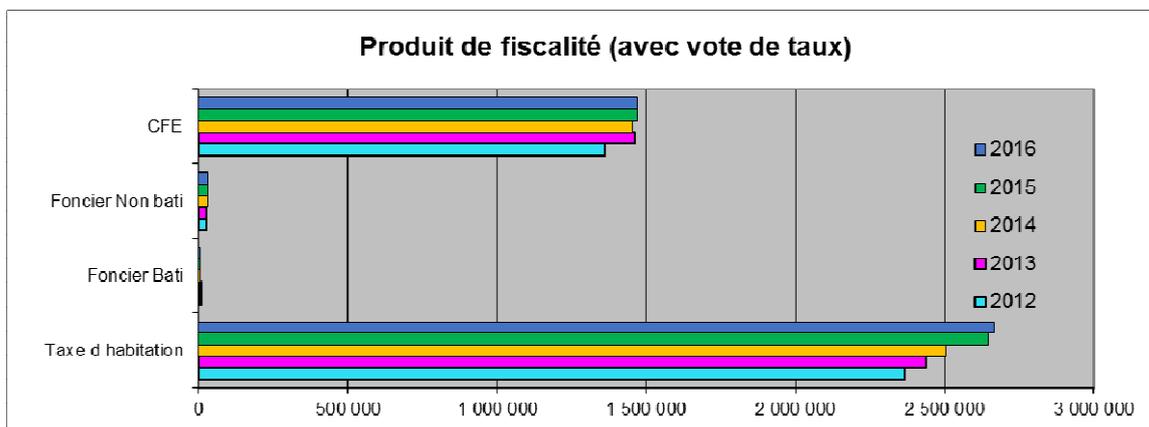


	+2 communes				
	2012	2013	2014	2015	2016
	Réel	Réel	Réel	Réel	Prévisionnel
Base TH	23 363 812	24 059 156	24 727 718	26 114 346	26 318 000
Evolution de n/n-1		2,98%	2,78%	5,61%	0,78%
Base Foncier Bâti	19 253 944	19 863 277	20 896 172	21 480 120	21 604 000
Evolution de n/n-1		3,16%	5,20%	2,79%	0,58%
Base Foncier Non Bâti	1 408 802	1 438 319	1 610 694	1 624 767	1 630 000
Evolution de n/n-1		2,10%	11,98%	0,87%	0,32%
Base CFE	5 549 393	5 957 642	5 922 336	5 988 979	5 990 000
Evolution de n/n-1		7,36%	-0,59%	1,13%	0,02%



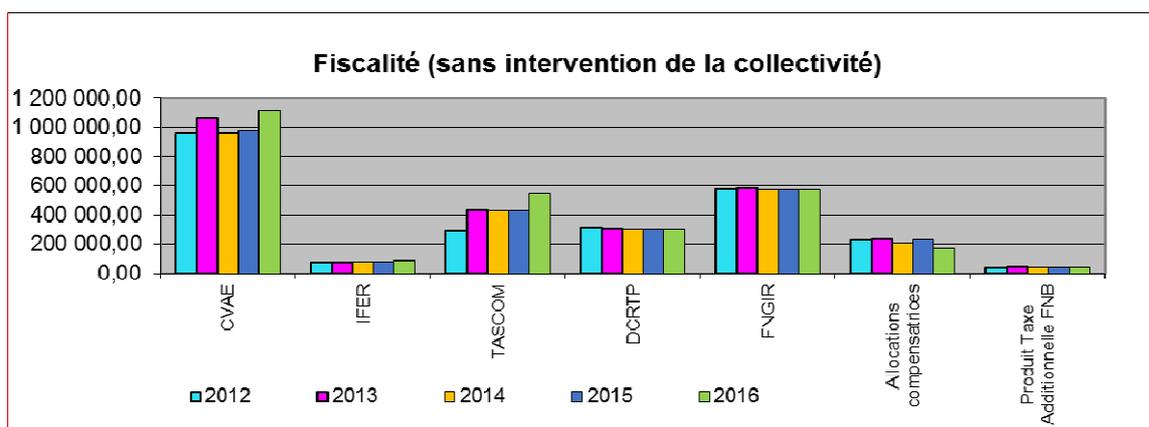
taux de fiscalité/années	2012	2013	2014	2015	2016
Taxe d'Habitation	10,13%	10,13%	10,13%	10,13%	10,13%
Foncier Bâti	0,03%	0,03%	0,03%	0,03%	0,03%
Foncier Non Bâti	1,83%	1,83%	1,83%	1,83%	1,83%
CFE	24,55%	24,55%	24,55%	24,55%	24,55%

Pour mémoire le taux de CFE de Courcelles La Foret était de 23.115% en 2014, il a été porté à 24.55% en 2015 (lissage sur 2 ans).



	2012	2013	2014	2015	2016
<b>Avec vote d un taux</b>	<b>Réel</b>	<b>Réel</b>	<b>Réel</b>	<b>Réel</b>	<b>Prévisionnel</b>
Taxe d'habitation	2 366 754,16	2 437 192,50	2 504 917,83	2 645 383,25	2 666 013,40
Foncier Bâti	5 776,18	5 958,98	6 268,85	6 444,04	6 481,20
Foncier Non bâti	25 781,08	26 321,24	29 475,70	29 733,24	29 829,00
CFE	1 362 375,98	1 462 601,11	1 453 933,49	1 470 294,34	1 470 545,00
<b>TOTAL produit</b>	<b>3 760 687,40</b>	<b>3 932 073,83</b>	<b>3 994 595,87</b>	<b>4 151 854,87</b>	<b>4 172 868,60</b>

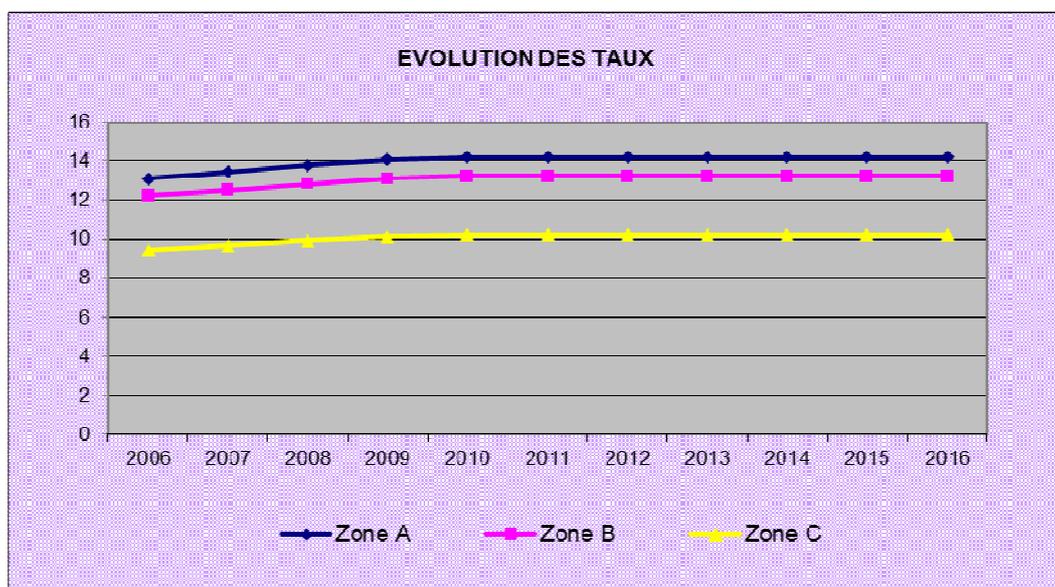
**b) Sans intervention possible de la collectivité**



	2012	2013	2014	2015	2016
<b>Sans vote d un taux</b>	<b>Réel</b>	<b>Réel</b>	<b>Réel</b>	<b>Réel</b>	<b>Prévisionnel</b>
CVAE	961 929,00	1 060 295,00	966 139,00	974 933,00	1 111 353,00
IFER	70 087,00	71 323,00	77 506,00	78 204,00	81 125,00
TASCOM	293 915,00	430 875,00	424 220,00	424 220,00	551 984,00
DCRTP	315 527,00	304 513,00	304 507,00	304 513,00	304 513,00
FNGIR	572 950,00	579 132,00	570 747,00	570 747,00	570 747,00
Allocations compensatrices	228 249,00	232 114,00	210 016,00	225 998,00	172 604,00
Produit Taxe Additionnelle FNB	38 957,00	41 279,00	42 303,00	42 693,00	41 839,00
<b>TOTAL produit</b>	<b>2 481 614,00</b>	<b>2 719 531,00</b>	<b>2 595 438,00</b>	<b>2 621 308,00</b>	<b>2 834 165,00</b>

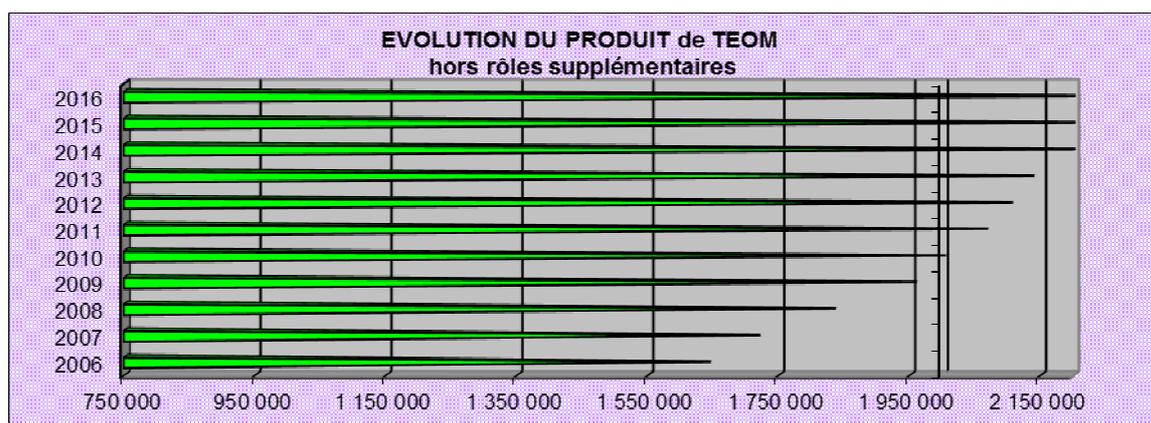
## 2) La Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères (TEOM)

Depuis 2010, la collectivité n'a pas augmenté ses taux. Les produits supplémentaires sont liés uniquement à l'évolution des bases. (Physiques et loi de finances).



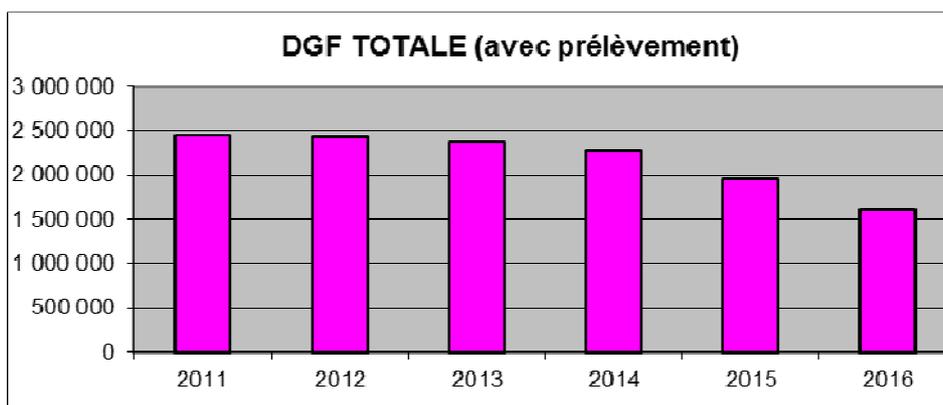
Il existe 3 taux qui s'appliquent en fonction du nombre de collectes.

Bases teom	2013	2014	2015	2016
Zone A	2 016 044,00	2 073 311,00	2 101 719,00	2 161 452,00
Zone B	8 959 985,00	9 150 871,00	9 271 058,00	9 361 598,00
Zone C	6 545 189,00	7 106 555,00	7 192 316,00	7 355 601,00
evol n/n-1 zone A		2,84%	1,37%	2,84%
evol n/n-1 zone B		2,13%	1,31%	0,98%
evol n/n-1 zone C		8,58%	1,21%	2,27%

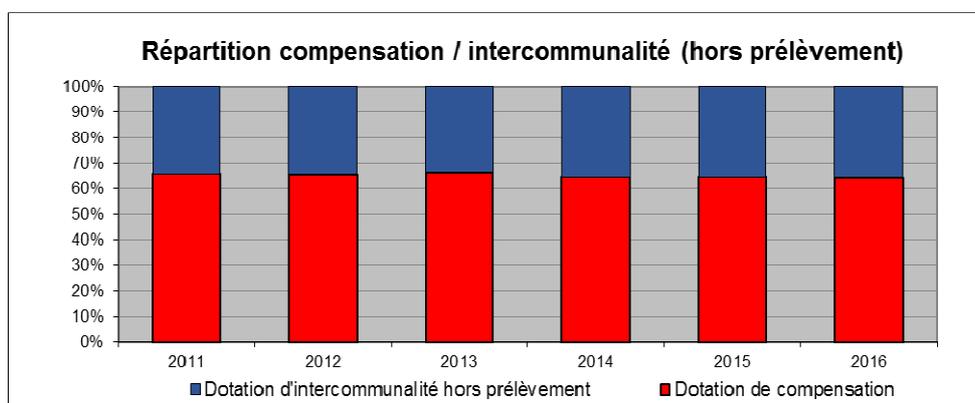


TEOM (pdt)	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Total	1 645 721,00	1 720 741	1 836 169	1 960 295	2 004 512	2 069 088	2 106 830	2 139 505	2 230 238	2 258 922	2 296 056
évolution n/n-1		4,56%	6,71%	6,76%	2,26%	3,22%	1,82%	1,55%	4,24%	1,29%	1,64%

### 3) La Dotation Globale de Fonctionnement (DGF)

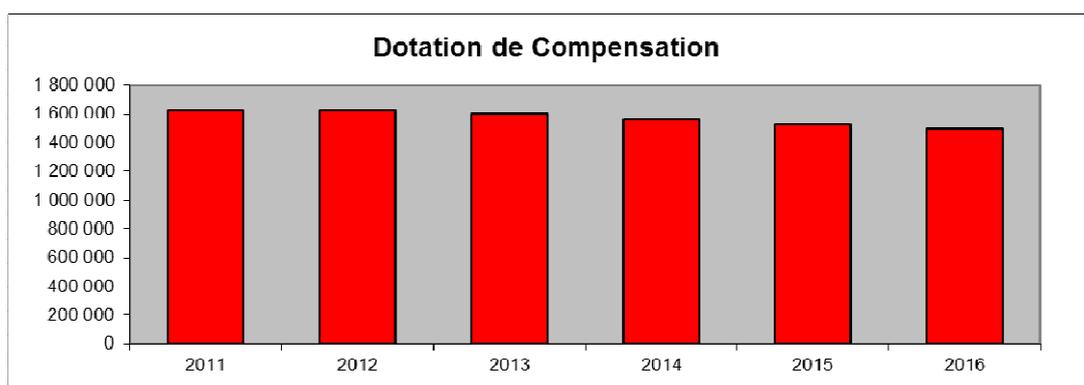


La DGF est composée de 2 sous dotations :

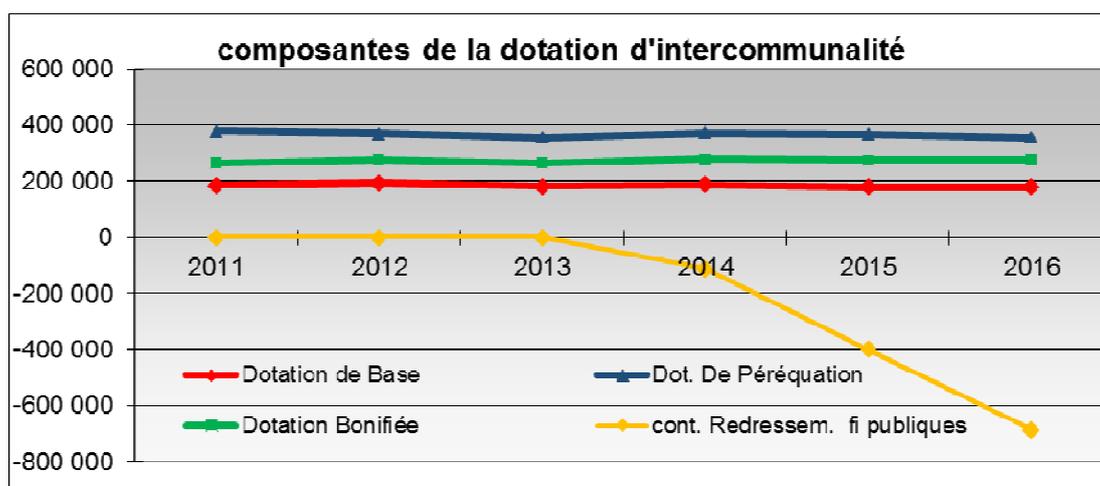
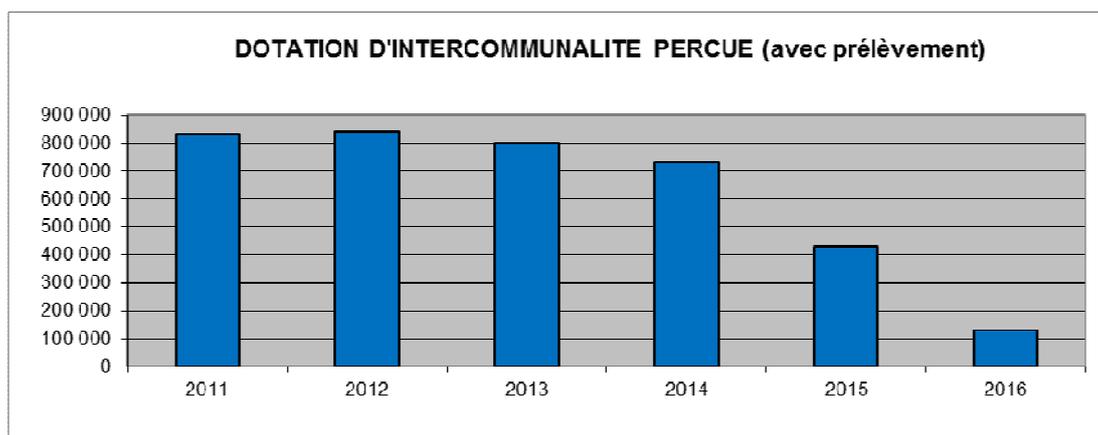


DGF	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Dotation de Base	186 034	194 856	181 679	188 464	179 432	180 154
Dot. De Péréquation	380 259	371 776	355 413	374 073	369 882	355 309
Dotation Bonifiée	266 054	277 449	266 152	280 159	276 318	277 772
Dotation Calculée	832 347	844 081	803 244	842 696	825 632	813 235
cont. Redressement. fi publiques	0	0	0	-110 810	-398 380	-685 024
<b>Dotation d'intercommunalité</b>	<b>832 347</b>	<b>844 081</b>	<b>803 244</b>	<b>731 886</b>	<b>427 252</b>	<b>128 211</b>
<b>Evolution en %</b>		<b>1,41%</b>	<b>-4,84%</b>	<b>-8,88%</b>	<b>-41,62%</b>	<b>-69,99%</b>
<b>Dotation de Compensation</b>	<b>1 622 362</b>	<b>1 598 822</b>	<b>1 569 591</b>	<b>1 556 455</b>	<b>1 522 486</b>	<b>1 493 025</b>
<b>Evolution en %</b>		<b>-1,45%</b>	<b>-1,83%</b>	<b>-0,84%</b>	<b>-2,18%</b>	<b>-1,94%</b>
<b>DGF TOTALE</b>	<b>2 454 709</b>	<b>2 442 903</b>	<b>2 372 835</b>	<b>2 288 341</b>	<b>1 949 738</b>	<b>1 621 236</b>
<b>Evolution en %</b>		<b>-0,48%</b>	<b>-2,87%</b>	<b>-3,56%</b>	<b>-14,80%</b>	<b>-16,85%</b>
Population DGF	25 723	25 724	25 725	26 853	26 877	27 006
DGF / Habitant	95,43	94,97	92,24	85,22	72,54	60,03

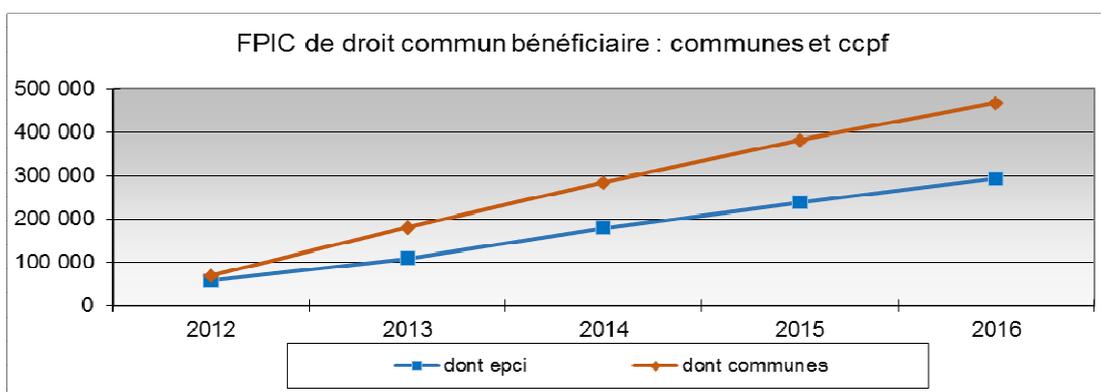
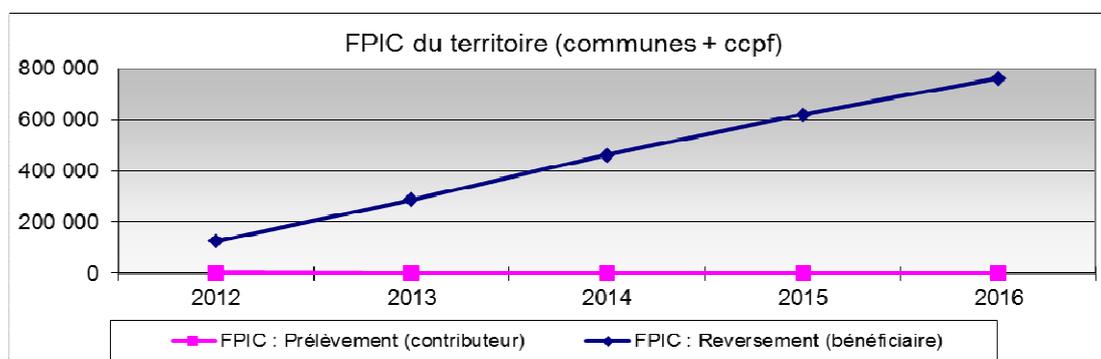
#### a) La dotation de Compensation



## b) La dotation d'intercommunalité



## 4) Le FPIC



## B. La Dette de la collectivité

### 1) La capacité de désendettement

Rappel : le niveau d'endettement se mesure notamment à partir d'un ratio appelé Capacité de désendettement. Ce ratio, qui rapporte l'épargne brute à l'encours de la dette, permet d'identifier, en nombre d'années, l'endettement d'une collectivité locale. Il permet de répondre à la question suivante : en combien d'années une collectivité pourrait-elle rembourser la totalité du capital de sa dette en supposant qu'elle y consacre tout son autofinancement brut ?

Pour autant, cet indicateur ne peut résumer à lui seul la totalité d'une analyse financière. Il doit être mis en perspective. En effet, une collectivité locale en phase d'investissement et donc d'endettement peut très bien accepter de laisser ce ratio se dégrader sur un ou deux exercices pour le ramener progressivement vers des niveaux acceptables, c'est-à-dire en dessous de dix ans.

#### Dette et capacité de désendettement de la Collectivité

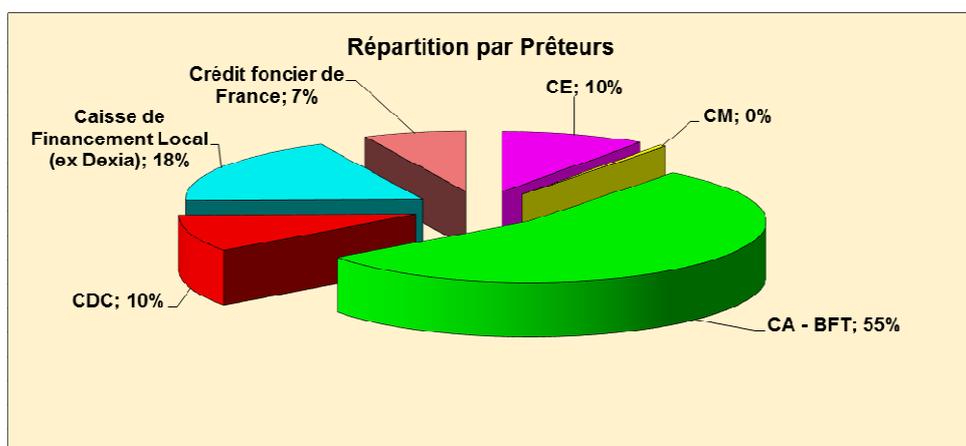
Environ 22 % de notre encours de dette a servi à financer les bâtiments industriels. Les annuités de ces emprunts sont actuellement remboursées par les différents occupants.

La capacité de désendettement de la Communauté de communes du Pays Fléchois reste plutôt satisfaisante. Aujourd'hui, il faudrait 5 à 6 ans à la collectivité pour rembourser la totalité du capital de sa dette en supposant qu'elle y consacre tout son autofinancement brut.

### 2) Répartition par prêteurs

94% de l'encours au 01/01/2017 est contracté à taux fixe.

La Collectivité a donc une vision sûre de ses annuités.



CA-BFT : groupe Crédit Agricole    CE : Caisse d'Epargne    CM : Crédit Mutuel    CDC : Caisse de Dépôt et Consignations

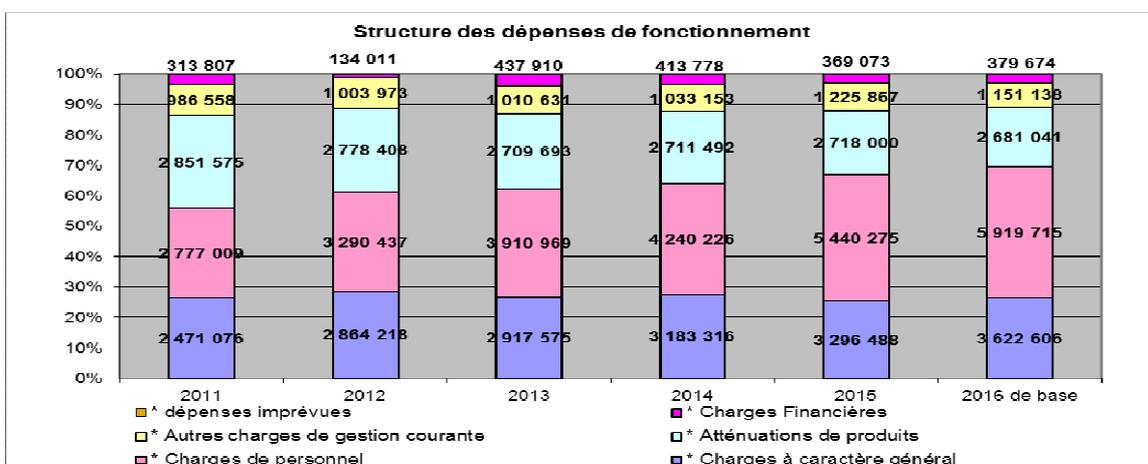
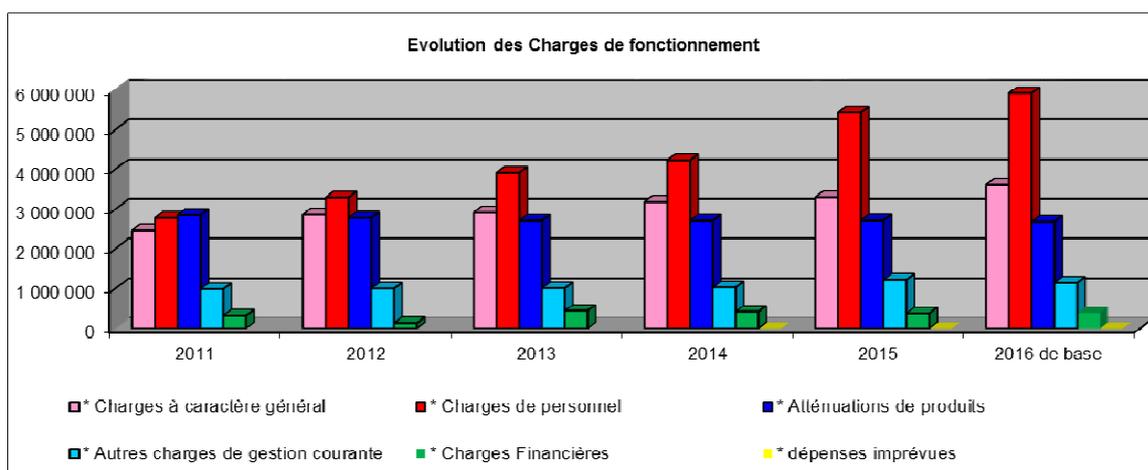
## C. Le fonctionnement

Rappel : on distingue 2 types de dépenses ou de recettes : les dépenses/recettes réelles et les dépenses/recettes d'ordre.

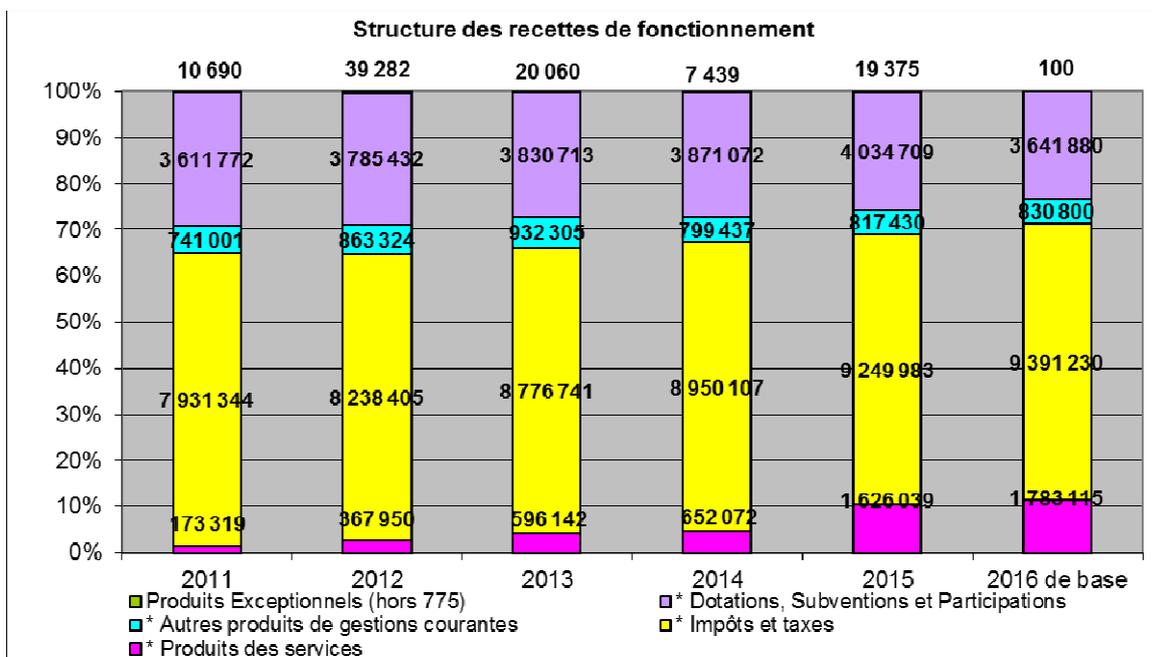
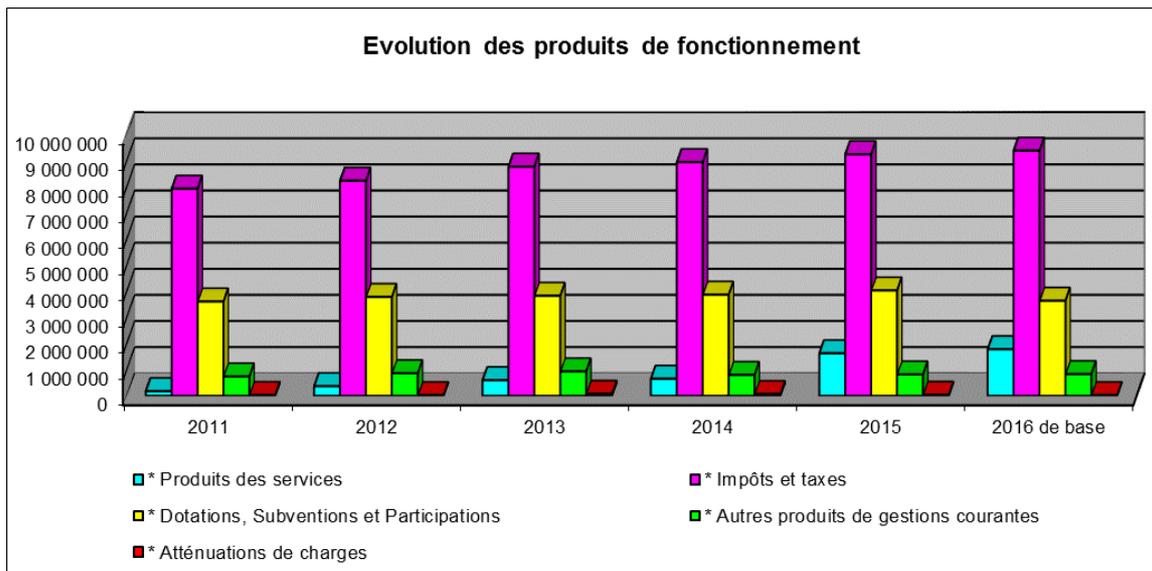
Les mouvements réels de fonctionnement s'entendent de l'ensemble des dépenses et recettes de l'exercice budgétaire entraînant des mouvements réels, c'est-à-dire qui donnent lieu à encaissement ou décaissement et sont exécutés par l'émission d'un mandat ou d'un titre. Cette définition exclut par conséquent les opérations d'ordre budgétaire qui ne donnent pas lieu à décaissement, tel l'amortissement ou le virement à la section d'investissement. Les écritures d'ordre ont une contrepartie pour un montant identique, soit de section à section (fonctionnement/investissement) soit interne à la section (fonctionnement ou investissement).

Pour mémoire, on peut rappeler les transferts de compétences les plus récents : en 2009, l'espace aquatique et juillet 2012 la petite enfance ainsi que la mise en service de nouvelles structures (CHES). Des mutualisations de services (administration générale, finances, ressources humaines, informatique) ont notamment impacté les dépenses de personnel et les remboursements de charges en recettes à compter de 2015. La mise en place des TEP ont également un impact sur le fonctionnement de la collectivité.

### 1) Structure des dépenses réelles de fonctionnement



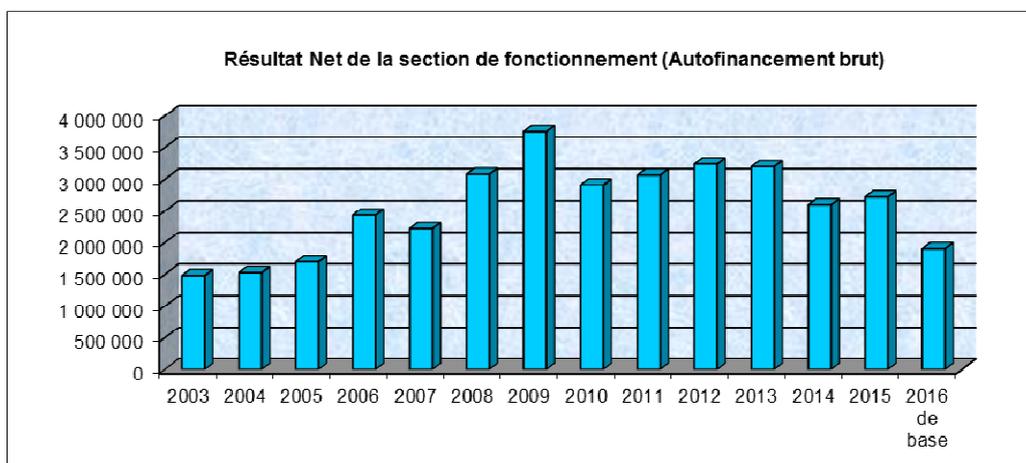
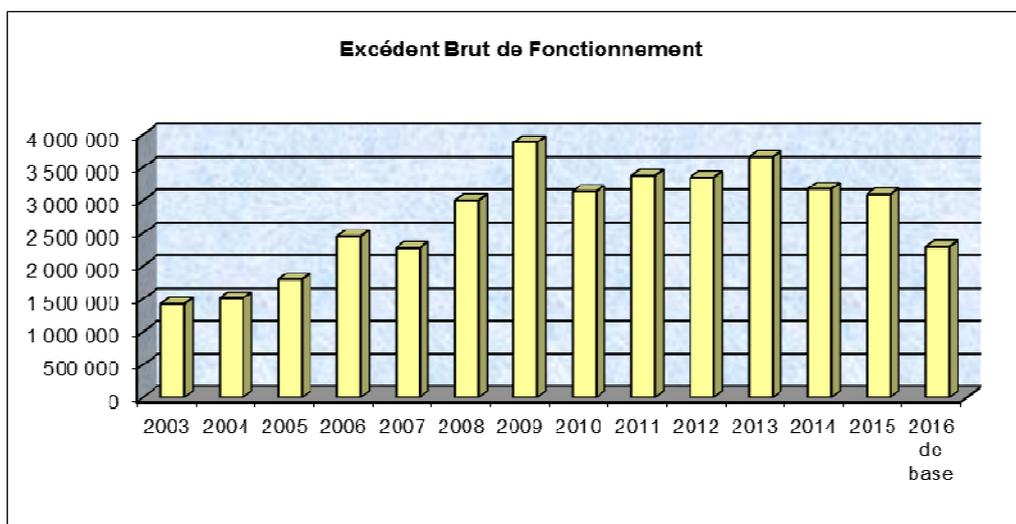
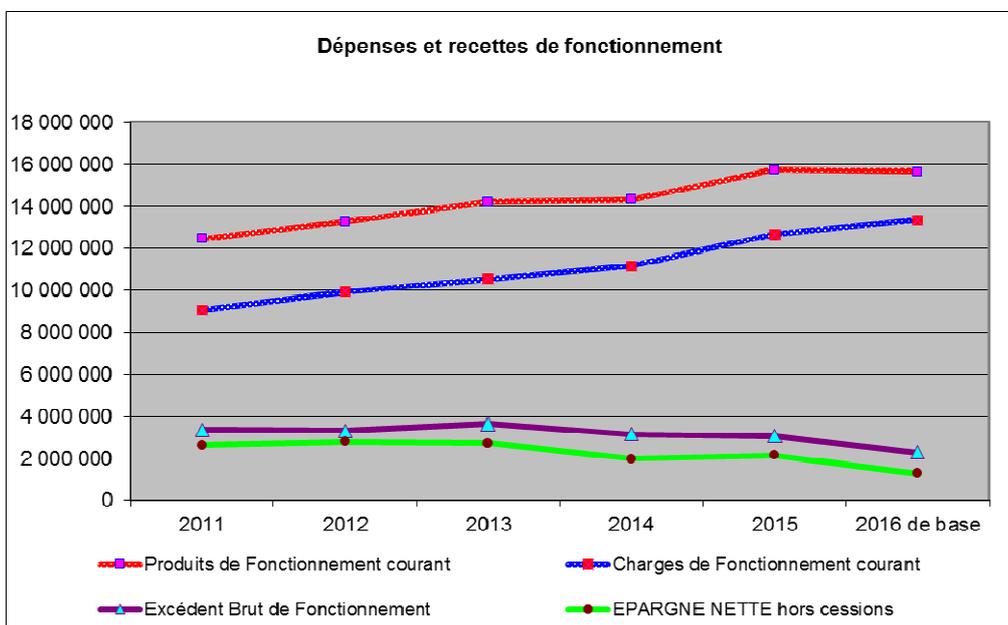
## 2) Structure des recettes réelles de fonctionnement



### 3) Les grands équilibres

L'épargne nette définitive de 2016 ne pourra être constatée qu'au vu du compte administratif.

L'épargne nette 2016 de la collectivité est estimée à 1 300 000 €.



### **III. Les orientations 2017 - 2019**

#### **A. Méthodologie et objectif**

##### **1) Méthodologie**

La prospective est réalisée au fil de l'eau. Elle reprend donc les éléments connus ou fortement pressentis à ce jour. A défaut, il convient de définir des hypothèses aussi réalistes que possible. Cette dernière ne prend donc pas en compte de transfert de compétences supplémentaires ou de changements de périmètre de la communauté de communes du Pays Fléchois. Il conviendra néanmoins de communiquer les principales données retenues pour élaborer cette analyse prospective. Un programme d'investissement est proposé à titre indicatif sur trois exercices, ainsi que ses modalités de financement.

##### **2) Objectif**

Cette étude permet d'estimer les différentes épargnes de la collectivité. Ces dernières peuvent être mises en corrélation avec le programme d'investissement (liste non exhaustive). La collectivité devra donc se fixer des objectifs permettant de garantir les grands équilibres (niveau de service à rendre, pression fiscale, marges brutes et nettes, politique de dette, volume d'investissements...) dans le respect de son projet de territoire.

#### **B. La loi NOTRE**

Elle impacte les finances des collectivités locales, notamment les départements et les régions. Les communes et leurs établissements publics le sont également par les transferts de compétences qu'elle prévoit.

##### **1) Le périmètre des compétences**

L'étude prospective n'intègre pas de transferts de compétences (eau et assainissement prévus par la loi NOTRE ou à l'initiative de la communauté de communes).

##### **2) Le périmètre géographique**

Bien que la communauté de communes du Pays Fléchois n'ait pas été impactée par la recomposition des intercommunalités au 1<sup>er</sup> janvier 2017, elle pourrait voir son périmètre évoluer au 1<sup>er</sup> janvier 2018. En effet, deux communes d'une intercommunalité ont renouvelé leur souhait de rejoindre notre structure dans les meilleurs délais.

## C. Les hypothèses de travail générales et/ou transversales

### 1) Fiscalité et dotations de l'Etat

#### a) Fiscalité / FPIC

Révision des valeurs locatives : Promise pour le début du mandat, c'est surtout la révision des valeurs locatives - assiette fiscale sur laquelle reposent plus de 50 milliards d'euros d'impositions de toute nature (taxe d'habitation, taxes foncières, cotisation foncière des entreprises, TEOM...) - qui conduira en toute logique à une réflexion à l'échelle du bassin de vie et d'habitat, via les commissions intercommunales des impôts directs. Cette révision, dont les effets devraient être lissés sur plusieurs années, aura néanmoins des conséquences considérables sur la géographie des richesses fiscales et les futurs potentiels financiers. Ce chantier de réforme devrait occuper une bonne partie du prochain mandat tant il sera complexe à mettre en œuvre et sensible pour les contribuables. Les équipes municipales et communautaires seront amenées à réfléchir ensemble à leurs politiques fiscales afin d'identifier les marges de manœuvre encore disponibles. La formalisation, via de véritables pactes financiers et fiscaux et la programmation pluriannuelle d'investissements à l'échelle des ensembles intercommunaux, seront le garant d'un développement harmonieux et efficace.

La révision des valeurs locatives des locaux industriels et commerciaux qui devait initialement être mise en œuvre au 1<sup>er</sup> janvier 2016 sera effective en 2017. Elle sera neutre pour les collectivités. Le nouveau mode d'évaluation de la valeur locative qui est assise sur les loyers réellement payés peut engendrer des modifications à la hausse comme à la baisse du dynamisme de cette recette.

La prospective prévoit une augmentation du produit des taxes foncières et de la TH de 1.5% en 2017 (dont 0.4% au titre de la loi de finances) puis 2% en 2018 et 2019. La CVAE et l'IFER évolueraient de 1% en 2017 et 2018 puis 2% en 2019. La TASCOM diminuerait de 25% en 2017 pour tenir compte du produit réellement perçu en 2016. Le nouveau montant de 418 000€ serait reconduit les exercices suivants.

La part intercommunale du FPIC initialement prévue en hausse de 25% sera gelée de 2017 à 2019. Quand bien même l'enveloppe soit maintenue au niveau national, il est possible que la refonte de la carte intercommunale impacte les données utilisées pour calculer la répartition du FPIC. Il est impossible à ce jour d'en évaluer l'impact pour notre collectivité.

#### b) Dotations et allocations compensatrices

La DGF ne sera pas réformée en 2017. La part compensation est estimée à la baisse de 2% par an de 2017 à 2019. Il convient également de prendre en compte l'augmentation de la contribution au redressement des finances publiques, soit environ 142 000€ en 2017. La part intercommunalité étant de 128 000€ en 2016, cette dotation serait nulle en 2017. Les 14 000€ manquant seraient déduits du produit de la fiscalité locale perçu en 2017. La contribution serait figée à compter de 2018.

Les montants de FNGIR (571 000), de DCRT (300 000) sont reconduits de 2017 à 2019. Les allocations compensatrices, variables d'ajustement de l'enveloppe DGF seraient en baisse de 10% en 2017, puis de 5% en 2018 et 2019.

## 2) Personnel, achats, remboursement de frais

### a) Personnel

Les crédits du chapitre 012 sont en augmentation de 2.85% en 2017. Une revalorisation forfaitaire de 1.5% des frais de personnel est prévue en 2018 et 2019.

La prévision 2017 est constituée des crédits ouverts en 2016 auxquels sont ajoutés des dépenses nouvelles : 45k€ pour l'augmentation du point et du smic ; 11k€ pour les évolutions d'échelons ; 5.5k€ pour les évolutions de grades ; 15.8k€ pour les cotisations retraites cnracl et ircantec ; 9.2k€ pour les cotisations accident du travail et urssaf ; 30k€ pour le poste de développeur économique pour 9 mois supplémentaires ; 30k€ pour un poste de suivi du PLUI pour 9 mois (10k€ supplémentaires en 2018 en année pleine) et 20k€ pour un instructeur ADS en année pleine (remboursement identique par les communes utilisant ce service).

Sous réserve de vérifications des comptes 2016, le disponible sur ce chapitre serait de 153k€ en clôture d'exercice. Si l'on prend une marge de manœuvre pour imprévus en 2017 de 30k€, la somme globale inscrite au budget 2017 pourrait être revue à la baisse pour tenir compte de ces crédits ouverts et non consommés, soit environ -123k€.

### b) Achats

Les enveloppes exceptionnelles accordées lors de DM en 2016 ne sont pas reconduites en 2017.

Les autres achats de matières et charges externes sont reconduits en 2017. Ce chapitre prend également en compte les éléments suivants : +9k€ pour les TEP en année pleine ; -26k€ pour les marais (plan de gestion de l'année) ; 12.5k€ pour les honoraires d'avocats et d'expertise ; +2.7k€ pour le service action économique ; +20k€ pour les maisons de santé ; +7k€ pour les frais (chauffage, électricité...) de l'ex hôtel communautaire dans l'attente de sa vente et 23k€ de frais pour le CHES (recettes complémentaires supérieures aux dépenses).

### c) Remboursement de frais (recettes)

Il s'agit principalement de remboursement de charges de personnel pour les services communs (urbanisme, direction générale, informatique, finances, administration générale, sport loisir TEP...). La ville de la Flèche est le principal contributeur. Cette recette évolue au même rythme que la masse salariale et tient compte de la dépense supplémentaire pour le poste ADS créé en cours d'année 2016.

## 3) Indemnités, contingents et subventions

### a) Indemnités des élus

Elles sont revalorisées de 0.5% par an de 2017 à 2019.

## b) Contingents et participations

La contribution au Pays Vallée du Loir pour le financement de l'OTVL de 196 000 euros est gelée sur les trois prochains exercices.

Une hausse modérée de 1% par an est prévue de 2017 à 2019 pour la contribution au SDIS et au Pays Vallée du Loir (hors tourisme).

## c) Subventions

La subvention de 44k€ prévue au budget 2016 pour la commune du Bailleul ne sera plus versée par la communauté de communes en 2017. La loi impose désormais aux communes remplissant certains critères de financer ce type de dépenses.

Les aides versées aux nouveaux praticiens de santé sont portées de 15k€ en 2016 à 37.5k€ en 2017 puis 22.5k€ en 2018 et 2019.

Les autres subventions sont reconduites.

## 4) Dette

### a) Dette existante et en phase de négociation

Le remboursement de capital de la dette existante est connu et il existe peu d'incertitude sur les intérêts. Un seul emprunt est indexé sur de l'Euribor 3 mois pour un capital restant dû de 529 000 euros au 1<sup>er</sup> janvier 2017.

Une consultation est en cours pour couvrir un besoin de financement de 2.212 millions d'euros. Elle correspond à des projets prévus au budget 2016.

Le remboursement de cette dette est intégré à la prospective aux conditions suivantes : remboursement sur 20 ans en annuité constante à un taux de 2.2%.

Tout nouveau projet financé par emprunt entraînerait une dépense supplémentaire non intégrée dans la prospective.

Pour information, l'annuité d'un emprunt de 100 000 euros remboursable sur 20 ans à un taux de 2.5% peut être évaluée à 6 500 euros.

## 5) Autres données

### a) Attribution de compensation versée

Elle tient compte de l'impact du transfert des TEP.

### b) Dépenses imprévues

30 000 euros sont prévus de 2017 à 2019. Cette ligne serait ventilée via des décisions modificatives en cours d'exercice en fonction des besoins.

## **D. Zoom sur certaines activités**

### **1) Déchets**

#### **a) Déchets recyclables**

La mise en œuvre de la nouvelle politique de tri est susceptible d'avoir un impact positif sur le budget. Ce dernier étant difficile à chiffrer, il n'est donc pas intégré.

#### **b) Taxe sur les ordures ménagères**

Le produit de la TEOM est revalorisé de 1.5% en 2017, puis 2% en 2018 et 2019.

### **2) Petite enfance**

Il est possible que le déficit augmente en 2017, notamment pour l'accueil familial. La baisse d'activité et le nouveau mode de calcul des prestations de la CAF seraient défavorables malgré la baisse des dépenses.

### **3) CHES - Espace aquatique**

#### **a) CHES**

Cette structure poursuit son développement. Les dépenses complémentaires de fournitures de 23k€ seraient inférieures aux nouvelles recettes de 51k€. Il reste à évaluer les éventuelles dépenses de personnel liées à l'augmentation d'activité.

#### **b) Espace aquatique**

Les recettes sont revalorisées de 2% par an de 2017 à 2019.

### **4) Aménagement du territoire et économie**

#### **a) Maisons de santé**

L'étude prend en compte une recette supplémentaire de 40k€ (la chapelle dentiste, Bazouges-Cré sur loir, la Flèche ex maternité) et 20k€ de dépenses. Par principe de précaution, aucune recette n'est inscrite pour celle de Villaines sous Malicorne. Les recettes réelles devraient être supérieures aux prévisions. Il est tout aussi probable que des dépenses de fonctionnement supplémentaires soient inscrites ultérieurement. Des points d'étape seront nécessaires pour tenir compte des dates d'ouverture des équipements et de leurs taux d'occupation.

#### **b) Fonctionnement du service action économique**

Une subvention européenne potentielle de 40 000 euros n'est pas inscrite dans la prospective.

### c) Pépinière tertiaire et industrielle

Une recette de loyers est inscrite pour 15 000 euros.

### 5) TEP (Temps Educatifs Périscolaires)

Suite au transfert de compétence au 1<sup>er</sup> septembre 2016, les lignes budgétaires (achats, personnels, subventions, FPIC, AC) sont ajustées en année pleine pour 2017, soit une dépense nette supplémentaire de 40 000 euros.

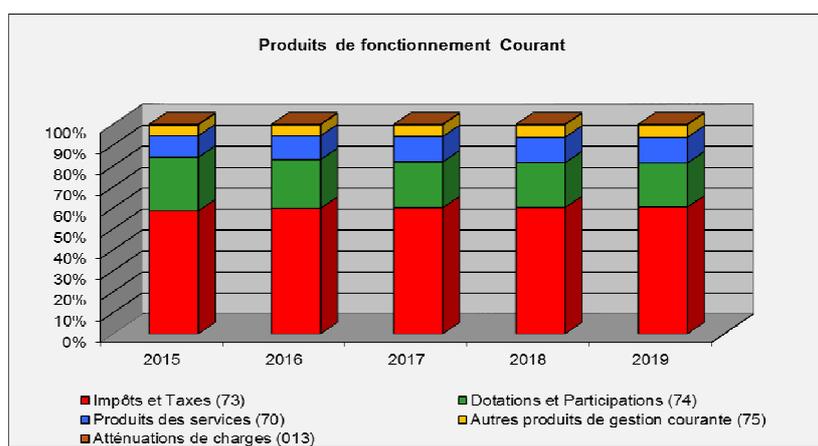
### 6) Transport piscine

Le département a décidé de ne plus financer cette activité à compter de fin juin 2017, soit une perte de 6k€ en 2017 puis à nouveau 15k€ en 2018.

## E. L'impact des orientations 2017 sur la collectivité

### 1) Structure des recettes réelles de fonctionnement

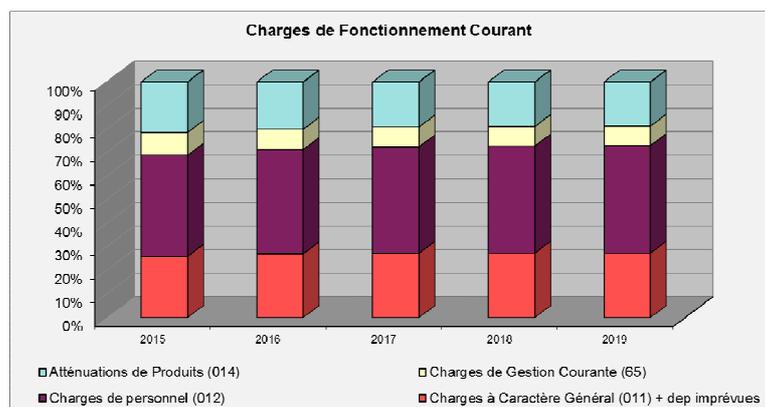
	2015	2016	2017	2018	2019
<b>Impôts et Taxes (73)</b>	<b>9 249 983</b>	<b>9 391 230</b>	<b>9 299 507</b>	<b>9 443 904</b>	<b>9 603 232</b>
TH FB FNB	4 200 360	4 214 707	4 277 928	4 363 487	4 450 757
AURES CONTRIBUTIONS DIRECTES	1 618 455	1 771 957	1 631 583	1 643 811	1 668 327
FNGIR	570 747	570 800	570 800	570 800	570 800
ATTRIBUTION DE COMPENSATION	195 919	211 907	194 918	194 918	194 918
Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères	2 267 907	2 296 055	2 330 496	2 377 106	2 424 648
FPC communauté de communes	238 059	293 782	293 782	293 782	293 782
FPC communes	158 535	32 022	0	0	0
<b>Dotations et Participations (74)</b>	<b>4 034 709</b>	<b>3 641 880</b>	<b>3 369 188</b>	<b>3 343 062</b>	<b>3 337 081</b>
DOTATION D'INTERCOMMUNALITE	427 252	128 211	0	0	0
DOTATION DE COMPENSATION	1 522 486	1 493 025	1 463 165	1 433 902	1 405 224
DCRT (dot comp de ressources TP)	304 513	300 654	300 654	300 654	303 661
Allocations compensatrices	225 998	172 604	155 344	147 577	140 198
participations dechets	435 658	335 000	345 050	355 402	366 064
participations petite enfance	689 288	746 607	746 607	757 254	768 114
participation sport loisirs TEP	68 081	90 212	92 212	78 212	79 776
participation gens du voyage	32 271	32 600	33 252	33 917	34 595
participation emplois aidés	140 442	181 530	162 000	165 240	168 545
participation marais	176 880	88 904	70 904	70 904	70 904
Autres Dotations et Participations	11 842	72 533	0	0	0
<b>Produits des services (70)</b>	<b>1 626 039</b>	<b>1 783 115</b>	<b>1 878 202</b>	<b>1 910 413</b>	<b>1 948 621</b>
mise à disposition de personnel et remb. Frais	1 125 508	1 197 365	1 236 137	1 255 507	1 280 617
petite enfance	155 462	170 000	173 400	176 868	180 405
ches	250 365	320 000	371 000	378 420	385 988
autres	94 705	95 750	97 665	99 618	101 611
<b>Autres produits de gestion courante (75)</b>	<b>817 430</b>	<b>830 800</b>	<b>863 768</b>	<b>936 043</b>	<b>954 764</b>
espace aquatique	393 257	403 050	411 111	419 333	427 720
maisons de santé	36 167	37 900	43 000	98 860	100 837
déchetterie	197 551	174 500	190 000	193 800	197 676
maison de l'emploi de l'économie et de la formation	40 474	55 000	56 100	57 222	58 366
Bâtiments industriels et tertiaires	135 336	156 700	159 834	163 031	166 292
autres	14 646	3 650	3 723	3 797	3 873
<b>Atténuations de charges (013)</b>	<b>35 408</b>	<b>23 000</b>	<b>23 460</b>	<b>23 929</b>	<b>24 408</b>
<b>Produits de Fonctionnement Courant</b>	<b>15 763 569</b>	<b>15 670 025</b>	<b>15 434 125</b>	<b>15 657 351</b>	<b>15 868 106</b>
<b>Produits Exceptionnels (77)</b>	<b>19 375</b>	<b>100</b>	<b>102</b>	<b>104</b>	<b>106</b>
Résultat d'exercice N-1	0	0	0	0	0
<b>Produits réels de Fonctionnement hors 775</b>	<b>15 782 944</b>	<b>15 670 125</b>	<b>15 434 227</b>	<b>15 657 455</b>	<b>15 868 212</b>



	variation n/n-1							
	en %				en euros			
	2016	2017	2018	2019	2016	2017	2018	2019
<b>Impôts et Taxes (73)</b>	1,53%	-0,98%	1,55%	1,69%	141 247	-91 723	144 397	159 328
TH FB FNB	0,34%	1,50%	2,00%	2,00%	14 347	63 221	85 559	87 270
AURES CONTRIBUTIONS DIRECTES	9,48%	-7,92%	0,75%	1,49%	153 502	-140 374	12 228	24 516
FNGIR	0,01%	0,00%	0,00%	0,00%	53	0	0	0
ATTRIBUTION DE COMPENSATION	8,16%	-8,02%	0,00%	0,00%	15 988	-16 989	0	0
Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères	1,24%	1,50%	2,00%	2,00%	28 148	34 441	46 610	47 542
FPC communauté de communes	23,41%	0,00%	0,00%	0,00%	55 723	0	0	0
FPC communes	-79,80%	-100,00%	#DIV/0!	#DIV/0!	-126 513	-32 022	0	0
<b>Dotations et Participations (74)</b>	-9,74%	-7,49%	-0,78%	-0,18%	-392 829	-272 692	-26 126	-5 981
DOTATION D'INTERCOMMUNALITE	-69,99%	-100,00%	#DIV/0!	#DIV/0!	-299 041	-128 211	0	0
DOTATION DE COMPENSATION	-1,94%	-2,00%	-2,00%	-2,00%	-29 461	-29 860	-29 263	-28 678
DCRT (dot comp de ressources TP)	-1,27%	0,00%	0,00%	1,00%	-3 859	0	0	3 007
Allocations compensatrices	-23,63%	-10,00%	-5,00%	-5,00%	-53 394	-17 260	-7 767	-7 379
participations déchets	-23,10%	3,00%	3,00%	3,00%	-100 658	10 050	10 352	10 662
participations petite enfance	8,32%	0,00%	1,43%	1,43%	57 319	0	10 647	10 860
participation sport loisirs TEP	32,51%	2,22%	-15,18%	2,00%	22 131	2 000	-14 000	1 564
participation gens du voyage	1,02%	2,00%	2,00%	2,00%	329	652	665	678
participation emplois aidés	29,26%	-10,76%	2,00%	2,00%	41 088	-19 530	3 240	3 305
participation marais	-49,74%	-20,25%	0,00%	0,00%	-87 976	-18 000	0	0
Autres Dotations et Participations	512,52%	-100,00%	#DIV/0!	#DIV/0!	60 691	-72 533	0	0
<b>Produits des services (70)</b>	9,66%	5,33%	1,71%	2,00%	157 076	95 087	32 211	38 208
mise à disposition de personnel et remb. Frais	6,38%	3,24%	1,57%	2,00%	71 857	38 772	19 370	25 110
petite enfance	9,35%	2,00%	2,00%	2,00%	14 538	3 400	3 468	3 537
chefs	27,81%	15,94%	2,00%	2,00%	69 635	51 000	7 420	7 568
autres	1,10%	2,00%	2,00%	2,00%	1 045	1 915	1 953	1 992
<b>Autres produits de gestion courante (75)</b>	1,64%	3,97%	8,37%	2,00%	13 370	32 968	72 275	18 721
espace aquatique	2,49%	2,00%	2,00%	2,00%	9 793	8 061	8 222	8 387
maisons de santé	4,79%	13,46%	129,91%	2,00%	1 733	5 100	55 860	1 977
déchetterie	-11,67%	8,88%	2,00%	2,00%	-23 051	15 500	3 800	3 876
maison de l'emploi de l'économie et de la formation	35,89%	2,00%	2,00%	2,00%	14 526	1 100	1 122	1 144
Bâtiments industriels et tertiaires	15,79%	2,00%	2,00%	2,00%	21 364	3 134	3 197	3 261
autres	-75,08%	2,00%	1,99%	2,00%	-10 996	73	74	76
<b>Atténuations de charges (013)</b>	-35,04%	2,00%	2,00%	2,00%	-12 408	460	469	479
<b>Produits de Fonctionnement Courant</b>	-0,59%	-1,51%	1,45%	1,35%	-93 544	-235 900	223 226	210 755
Produits Exceptionnels	-99,48%	2,00%	1,96%	1,92%	-19 275	2	2	2
<b>Produits réels de Fonctionnement hors 775</b>	-0,71%	-1,51%	1,45%	1,35%	-112 819	-235 898	223 228	210 757

## 2) Structure des dépenses réelles de fonctionnement

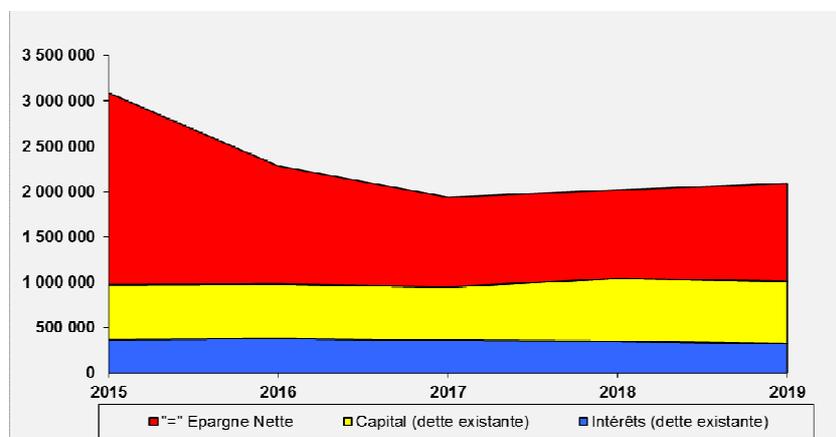
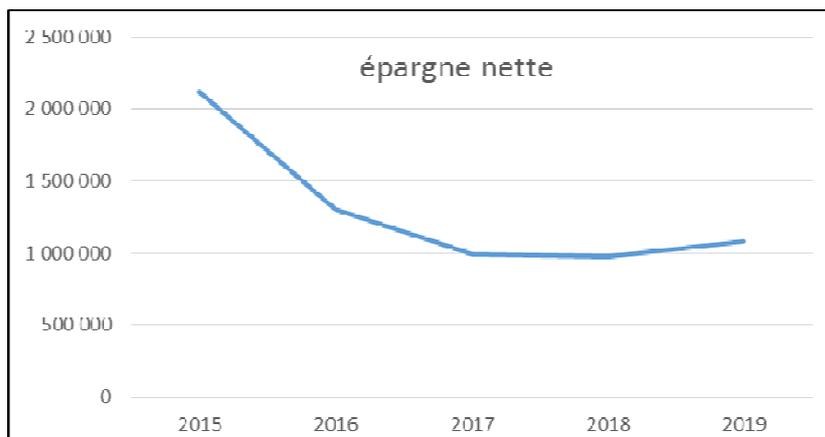
	2015	2016	2017	2018	2019
<b>Charges à Caractère Général (011) + dep imprévues</b>	3 296 488	3 622 606	3 680 806	3 730 314	3 767 317
<b>Charges de personnel (012)</b>	5 440 275	5 919 715	6 088 215	6 189 538	6 282 381
<b>Charges de Gestion Courante (65)</b>	1 225 867	1 151 138	1 134 900	1 127 232	1 134 632
indemnités élus	129 202	137 100	137 786	138 475	139 167
contingent incendie	485 064	482 138	486 959	491 829	496 747
participation pays vallée du loir	174 971	175 500	177 255	179 028	180 818
participation OTVL (tourisme)	196 000	196 000	196 000	196 000	196 000
subventions	237 528	157 300	133 800	118 800	118 800
autres	3 101	3 100	3 100	3 100	3 100
<b>Atténuations de Produits (014)</b>	2 718 000	2 681 041	2 577 830	2 578 136	2 578 448
Attribution de compensation Versée	2 704 401	2 666 041	2 562 530	2 562 530	2 562 530
Autres atténuations de Produits	13 599	15 000	15 300	15 606	15 918
<b>Charges de fonctionnement Courant</b>	12 680 629	13 374 500	13 481 751	13 625 220	13 762 778
<b>Charges Exceptionnelles (67)</b>	14 064	13 406	13 406	13 674	13 947
<b>Charges de Fonctionnement hors intérêts</b>	12 694 692	13 387 906	13 495 157	13 638 894	13 776 725
<b>Intérêts (66)</b>	369 073	379 674	360 000	350 000	325 000
<b>Charges de fonctionnement</b>	13 063 765	13 767 580	13 855 157	13 988 894	14 101 725



	variation n/n-1							
	en %				en euros			
	2016	2017	2018	2019	2016	2017	2018	2019
Charges à Caractère Général (011) + dep imprévues	9,89%	1,61%	1,35%	0,99%	326 118	58 200	49 508	37 003
Charges de personnel (012)	8,81%	2,85%	1,66%	1,50%	479 440	168 500	101 323	92 843
Charges de Gestion Courante (65)	-6,10%	-1,41%	-0,68%	0,66%	-74 729	-16 238	-7 668	7 400
indemnités élus	6,11%	0,50%	0,50%	0,50%	7 898	686	689	692
contingent incendie	-0,60%	1,00%	1,00%	1,00%	-2 926	4 821	4 870	4 918
participation pays vallée du loir	0,30%	1,00%	1,00%	1,00%	529	1 755	1 773	1 790
participation OTVL (tourisme)	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0	0	0	0
subventions	-33,78%	-14,94%	-11,21%	0,00%	-80 228	-23 500	-15 000	0
autres	-0,04%	0,00%	0,00%	0,00%	-1	0	0	0
Atténuations de Produits (014)	-1,36%	-3,85%	0,01%	0,01%	-36 959	-103 211	306	312
Attribution de compensation Versée	-1,42%	-3,88%	0,00%	0,00%	-38 360	-103 511	0	0
Autres atténuations de Produits	10,30%	2,00%	2,00%	2,00%	1 401	300	306	312
<b>Charges de fonctionnement Courant</b>	<b>5,47%</b>	<b>0,80%</b>	<b>1,06%</b>	<b>1,01%</b>	<b>693 871</b>	<b>107 251</b>	<b>143 469</b>	<b>137 558</b>
Charges Exceptionnelles (67)	-4,68%	0,00%	2,00%	2,00%	-658	0	268	273
<b>Charges de Fonctionnement hors intérêts</b>	<b>5,46%</b>	<b>0,80%</b>	<b>1,07%</b>	<b>1,01%</b>	<b>693 214</b>	<b>107 251</b>	<b>143 737</b>	<b>137 831</b>
Intérêts (66)	2,87%	-5,18%	-2,78%	-7,14%	10 601	-19 674	-10 000	-25 000
<b>Charges de fonctionnement</b>	<b>5,39%</b>	<b>0,64%</b>	<b>0,97%</b>	<b>0,81%</b>	<b>703 815</b>	<b>87 577</b>	<b>133 737</b>	<b>112 831</b>

### 3) Les épargnes

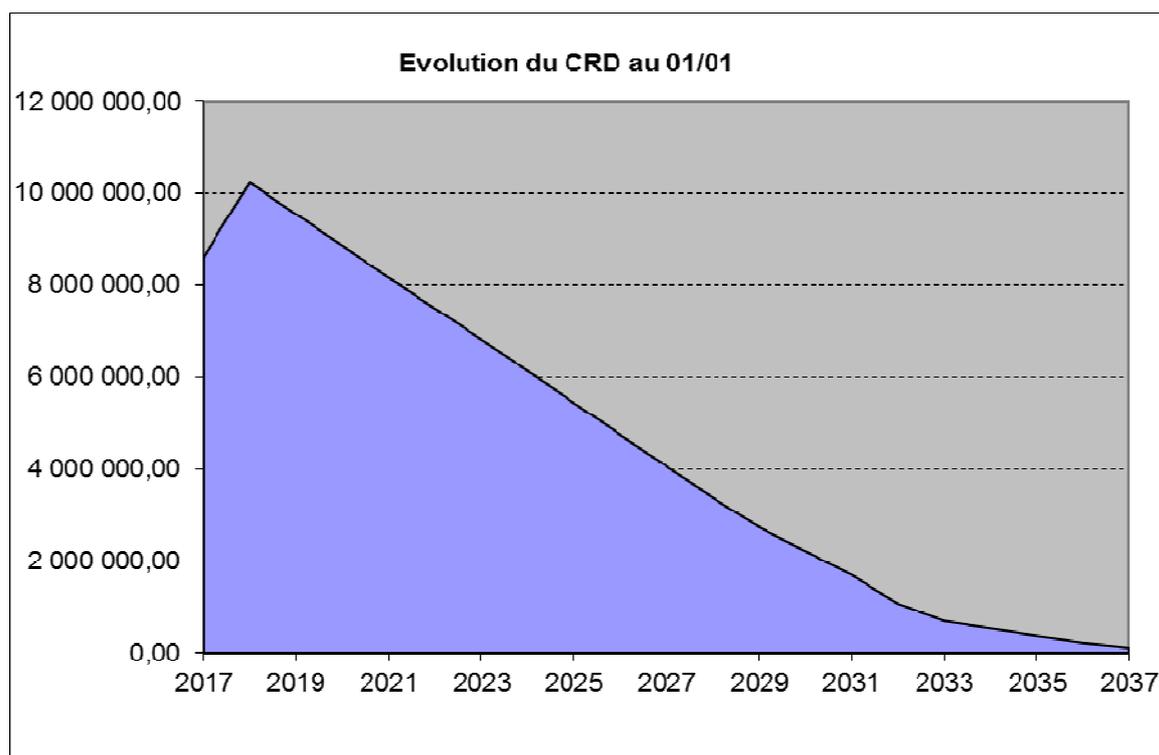
	2015	2016	2017	2018	2019
Produits de Fonctionnement Courant	15 763 569	15 670 025	15 434 125	15 657 351	15 868 106
Charges de Fonctionnement Courant	12 680 629	13 374 500	13 481 751	13 625 220	13 762 778
<b>"=" Excedent Brut COURANT</b>	<b>3 082 940</b>	<b>2 295 525</b>	<b>1 952 374</b>	<b>2 032 131</b>	<b>2 105 328</b>
Produits Exceptionnels	19 375	100	102	104	106
Charges Exceptionnelles	14 064	13 406	13 406	13 674	13 947
<b>"=" Epargne de Gestion</b>	<b>3 088 252</b>	<b>2 282 219</b>	<b>1 939 070</b>	<b>2 018 561</b>	<b>2 091 487</b>
Intérêts (dette existante)	369 073	379 674	360 000	350 000	325 000
<b>"=" Epargne Brut</b>	<b>2 719 179</b>	<b>1 902 545</b>	<b>1 579 070</b>	<b>1 668 561</b>	<b>1 766 487</b>
Capital (dette existante)	604 201	601 042	590 000	692 000	686 000
<b>"=" Epargne Nette</b>	<b>2 114 978</b>	<b>1 301 503</b>	<b>989 070</b>	<b>976 561</b>	<b>1 080 487</b>



#### 4) L'extinction de la dette existante

Les tableaux ci-après tiennent compte d'une consultation bancaire en cours pour souscrire un prêt d'un montant de 2.212 millions d'euros qui sera remboursé en 20 annuités constantes.

<b>EVOLUTION EXTINCTION DE LA DETTE EXISTANTE</b>				
	2016	2017	2018	2019
<b>ENDETTEMENT AU 01/01/N</b>	<b>9 190 201</b>	<b>8 612 902</b>	<b>10 237 765</b>	<b>9 546 275</b>
Encours dette existante	9 190 201	8 612 902	8 025 765	7 434 320
Encours dette en phase de négociation			2 212 000	2 111 955
Encours dette complémentaire			0	0
<b>EPARGNE BRUTE hors dette complémentaire</b>	<b>1 902 545</b>	<b>1 579 070</b>	<b>1 668 561</b>	<b>1 766 487</b>
intérêts de la dette complémentaire	0	0	0	0
<b>EPARGNE BRUTE COMPRIS dette complémentaire</b>	<b>1 902 545</b>	<b>1 579 070</b>	<b>1 668 561</b>	<b>1 766 487</b>
<b>EXTINCTION DE LA DETTE</b>	<b>4,83</b>	<b>5,45</b>	<b>6,14</b>	<b>5,40</b>



## 5) Investissements

Dépenses d'investissement	2017	2018	2019
<b>Pole Economie</b>	<b>1 526 600</b>	<b>150 500</b>	<b>150 500</b>
Parcs d'activités dont :	52 500	20 000	20 000
<i>Espérance</i>	0	0	0
<i>dernière partie tapis enrobé zi ouest</i>	25 000	0	0
<i>autres</i>	27 500	20 000	20 000
Participation SMAPAD	0	100 000	100 000
avance prêt d'honneur	25 000	0	0
Aide aux Derniers commerces	30 500	30 500	30 500
Maison de santé Villaines	300 000	0	0
maison de santé 2 la chapelle d'aligne	213 600	0	0
serveur maison de santé la fleche	12 000	0	0
meublier et matériel informatique maisons de santé	13 000	0	0
signalétique zone jaletre	20 000	0	0
parking chaussée cogito	40 000	0	0
travaux batiment outils en main	10 000	0	0
bâtiment MPPL	810 000	0	0
autres Batiments économiques	0	0	0
<b>Développement / Aménagement</b>	<b>1 915 000</b>	<b>385 000</b>	<b>300 000</b>
PLUI	50 000	50 000	0
sage trame verte trame bleue	35 000	35 000	0
fibre optique	300 000	300 000	300 000
voie verte bazouges la fleche	1 320 000	0	0
passerelle ruisseau piste cyclable variante v47	48 000	0	0
3 aires arrêt vélo	162 000	0	0
<b>Pole Environnement</b>	<b>647 330</b>	<b>1 735 000</b>	<b>195 000</b>
Benches à Ordures Ménagères	140 000	100 000	100 000
Aménagement déchetteries	50 000	910 000	0
quai de transfert	30 000	630 000	0
matériel thorée suite incendie	65 000	0	0
étude optimisation des collectes	24 000	0	0
caissons	46 800		
Matériel divers OM (composteur...)	36 000	10 000	10 000
aménagement et signalétique PAV	30 000	10 000	10 000
containers aériens	60 000	25 000	25 000
reprise 500 ml voie verte la fleche luche	80 000	0	0
marais plan de gestion	85 530	50 000	50 000
<b>Pole sport loisirs</b>	<b>137 800</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
stores hall bassins ilébulle	90 000	0	0
diagnostic énergétique	15 000	0	0
ramonage automatique	20 000	0	0
matériel ilébulle	6 800	0	0
module structure gonflable	6 000	0	0
<b>Pole Voirie - Véhicules - Bâtiments</b>	<b>1 635 600</b>	<b>1 497 000</b>	<b>1 135 000</b>
Travaux Voirie (prog Année)	968 000	968 000	968 000
Enveloppe Sécurité	0	0	0
Projet de modernisation voirie	0	0	0
PAVE voirie	0	0	0
sub cd72 rd308 racinai	800	0	0
feux tricolores	37 400	15 000	15 000
ouvrages d'art	25 000	25 000	25 000
tapis enrobé contours illébulle	20 000	0	0
zoo chemin piéton rd304	30 000	0	0
zoo entrée sud en entrée sortie	100 000	0	0
subv cd72 piste cyclable zoo	32 400	0	0
piste cyclable bd europe petit versailles	0	0	90 000
camion grue 6*4	60 000	180 000	0
signalisation temporaire	5 000	5 000	5 000
matériel voirie	6 000	6 000	6 000
signalétique directionnelle et de police	10 000	10 000	10 000
grosse balayeuse	250 000	0	0
petite balayeuse	0	200 000	0
chaudière unité technique	25 000	0	0
toiture unité technique	0	72 000	0
vestiaire femme unité technique	50 000	0	0
débroussailleuse souffleur...	2 000	2 000	2 000
Mobilier (toutounettes, corbeilles...)	4 000	4 000	4 000
Travaux Bat. Communautaires	10 000	10 000	10 000
<b>Divers</b>	<b>641 877</b>	<b>659 677</b>	<b>659 677</b>
Fonds de concours actuels	577 677	577 677	577 677
Fonds de concours nouveau périmètre	0	20 000	20 000
matériel et mobilier pole petite enfance	4 200	2 000	2 000
Matériel et logiciels Informatiques	30 000	30 000	30 000
PLH - Logement Social	30 000	30 000	30 000
<b>Total dépenses d'investissement</b>	<b>6 504 207</b>	<b>4 427 177</b>	<b>2 440 177</b>

<b>FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS</b>	<b>2017</b>	<b>2018</b>	<b>2019</b>
Fctva	711 031	514 439	214 665
sub + emprunt batiment mppl	810 000	0	0
subvention voie verte 50% ht	550 000	0	0
subv aire arrêt vélo 30% plafonnée à 40ke	40 000	0	0
subv trame verte bleue 80% du ht	23 333	23 333	0
detr ou autres subv. Économie	0	0	0
subvention dechetterie 40%	16 667	364 000	0
remb assurance travaux thorée suite incendie	65 000		
subvention maison de santé Villaines 20%	50 000	0	0
subvention maison de santé 2 la chapelle 20%	35 600	0	0
subvention marais plan de gestion	68 424	33 333	33 333
<b>Total recettes d'investissement</b>	<b>2 370 055</b>	<b>935 106</b>	<b>247 998</b>
<b>solde final (épargne nette - dépenses d'investissement + recettes d'investissement)</b>	<b>-3 145 082</b>	<b>-2 515 510</b>	<b>-1 111 692</b>

La collectivité va donc devoir prioriser ses projets et étudier toute solution lui permettant d'atteindre ses objectifs en actionnant les différents leviers à sa disposition : niveau de service à apporter, endettement, fiscalité....

## F. Les budgets annexes

Un DOB doit être réalisé pour les budgets annexes.

### 1) Zones d'activité

Il n'est pas prévu de travaux importants pour l'exercice 2017. La politique d'investissement sera ajustée en fonction de l'évolution des stocks de terrains à vendre. Les crédits seraient ouverts aux budgets primitifs suivants dans les différents budgets ou par décisions modificatives en fonction des dates de prise de décisions.

### 2) SPANC

Ce budget est équilibré en ne refacturant qu'environ un demi-poste au budget général et aucune charge de structure.

La majorité des contrôles des anciennes installations est externalisée depuis 2016. La structure du budget 2017 sera réalisée sur la base du budget 2016.